

# Trente années de partenariat en Indonésie

De la coopération bilatérale  
à la collaboration internationale

**Patrice LEVANG**  
Agro-économiste

Par choix personnel autant que par obligation, la recherche en partenariat a toujours représenté une constante forte de mon engagement professionnel. Privilégiant l'utilité des recherches entreprises sur des préoccupations d'ordre plus académique, j'ai totalement adhéré à ce qui fait la spécificité de l'IRD : la recherche pour le développement. Ce choix personnel fut encore renforcé à l'occasion de mon affectation en Indonésie au tout début de ma carrière, en 1980. En effet, en Indonésie tout programme de recherche doit obligatoirement s'insérer dans un cadre officiel. Les autorisations de recherche, permis de séjour, visas d'entrée et de sortie, etc. ne peuvent être obtenus que par l'intermédiaire d'un partenaire officiel indonésien. Dans ces conditions, il était exclu d'implanter l'Institut en Indonésie sur le modèle des centres Orstom encore en vigueur en Afrique à la fin des années 1970.

## Recherche et ministère technique sont-ils antinomiques ?

La première convention signée entre l'Orstom et le gouvernement indonésien stipulait que tous les agents de l'Orstom seraient

hébergés par le ministère de la Transmigration. Ce ministère était chargé du recrutement de migrants originaires des îles les plus peuplées de l'archipel (Java, Bali, Lombok) et de leur installation au sein de projets de développement agricole dans les îles périphériques moins peuplées (Sumatra, Kalimantan, Sulawesi, Irian Jaya). Les termes de référence de la convention s'inspiraient directement du cahier des charges habituellement imposé aux bureaux d'études, les agents de l'Orstom étaient d'ailleurs considérés comme des consultants et non des chercheurs. L'équipe mise en place était composée de pédologues, de géographes et d'agronomes. Les pédologues devaient établir les cartes des sols d'une zone couvrant environ neuf millions d'hectares à l'échelle du 1 250 000 en plein centre de Bornéo, en l'absence de cartes topographiques fiables, de cartes géologiques précises et de photos aériennes. Les géographes étaient chargés des études de sciences sociales dans les villages de la zone, toujours en l'absence de données fiables. Seul agronome de l'équipe, mon rôle consistait à établir des cartes d'aptitudes des sols à diverses cultures, une notion déjà totalement désuète à l'époque, mais encore fortement ancrée dans l'imaginaire des donneurs d'ordre. Un sol était considéré comme ayant une « vocation intrinsèque », sol à riz ou sol à blé, à manioc ou à hévéa. En raison de l'objectif national d'autosuffisance en riz affiché par le président Suharto, le ministère de la Transmigration était surtout à la recherche de sols à riz que les migrants javanais devaient mettre en valeur. En 1980, le Comité technique d'agronomie était peu favorable à l'affectation d'un jeune chercheur en Indonésie. Ses réticences étaient motivées par l'incompatibilité supposée entre ministère technique et recherche fondamentale. Dans un premier temps, il est vrai, les méthodes de l'Orstom surprirent nos interlocuteurs plus habitués aux pratiques expéditives des bureaux d'études. Nous nous révélions incapables de répondre rapidement aux questions les plus simples : « Où installer le plus grand nombre de migrants au moindre coût, tout en assurant leur subsistance ? ». Nos préoccupations de chercheurs avaient le don d'agacer nos interlocuteurs. Plutôt que de répondre aux questions simples, voire simplistes, qui nous étaient posées, nous insistions pour expliquer que les questions étaient mal formulées, que la réalité était plus compliquée, qu'il n'y avait pas une seule réponse, que celle-ci dépendait des conditions locales, pas seulement écologiques, mais aussi économiques et sociales, etc.

Le mécontentement fit place à une heureuse surprise lorsque les premiers travaux de l'Orstom furent remis aux autorités... avec deux ans de retard. Ce retard était dû en partie à l'incapacité du ministère à nous fournir les photographies aériennes indispensables aux travaux de cartographie. La couverture promise lors de la signature du contrat ne devait finalement être disponible que deux ans après la fin des travaux. Nous parvînmes cependant à débloquer la situation en utilisant les premières images satellites de Landsat disponibles sur Bornéo, une technique encore peu développée à l'époque. Cette nouvelle technique couplée à un intense travail de terrain devait nous permettre de fournir au ministère des documents d'une qualité et d'une précision auxquelles ils n'étaient pas accoutumés. Les rapports de nos homologues confirmaient l'importance des travaux de terrain et la qualité des données recueillies. Le ministère comprit que nous étions des chercheurs et non des experts, et que nous pouvions lui être utiles. Le contact quotidien avec les employés du ministère au sein de leur propre structure facilita l'échange et l'apprentissage de la langue indonésienne. L'usage exclusif de l'indonésien comme langue de travail favorisa encore davantage notre insertion. La formation à la recherche de nombreux ingénieurs et les discussions fréquentes avec les responsables du ministère eurent sûrement plus d'impact que nos publications. Notre connaissance du terrain, mais aussi notre indépendance financière firent de nous des interlocuteurs privilégiés. Dans un premier temps les agents du ministère nous questionnaient souvent sur le but réel de nos recherches. Comme nous étions gratuits alors que tous les consultants étaient grassement rémunérés, nous devions trouver notre intérêt ailleurs. Pourquoi mettre tant d'acharnement à parcourir Bornéo de part en part ? On nous soupçonnait de recherches géologiques stratégiques, or ou uranium, voire d'espionnage. Nos homologues, qui sous couvert de formation ne nous quittaient pas d'une semelle, devaient fournir des rapports réguliers à leur hiérarchie. Finalement, il fallut se rendre à l'évidence, ces chercheurs français étaient aussi fous qu'ils en avaient l'air !

Il fallut cinq ans de coopération active avant que nos recommandations essentielles soient prises au sérieux. Avec le temps, les erreurs de planification que nous avions dénoncées se révélèrent au grand jour, les choix malheureux de sites ou de systèmes de production furent confirmés. Nos homologues, une fois formés, prenaient du

galon et devenaient chefs de projets. Les messages serinés à longueur de temps avaient fini par convaincre. Peu à peu, le ministère s'appropriait nos recommandations. La formulation des questions du ministère changea, les critères qualitatifs l'emportant sur les aspects jusque-là exclusivement quantitatifs. Un exemple parmi d'autres concerne l'importance de la fertilité des sols dans le choix d'un site de transmigration. Au départ, le ministère nous demandait de localiser de vastes zones aptes à accueillir un grand nombre de transmigra-nts. L'aptitude en question se limitait surtout à l'absence d'occupants préalables. Lorsque nous faisons remarquer que les caractéristiques physico-chimiques de la grande majorité des sols de Bornéo étaient peu adaptées à une agriculture vivrière familiale (lessivage intense, forte acidité et désaturation), on nous rétorquait que ce n'était pas notre problème et que le ministère fournirait les engrais si les sols étaient peu fertiles. À l'époque, la croyance en la technique était forte, le succès de la Révolution verte à Java avait marqué tous les esprits. Cette Révolution verte ne demandait qu'à être étendue à Bornéo grâce à la Transmigration. Quelques années plus tard, les mêmes agents du ministère de la Transmigration expliquaient à leurs homologues des Travaux publics que le succès d'un site de transmigration dépendait moins des infrastructures développées que de la fertilité intrinsèque du sol.

Notre insistance à nous intéresser aux systèmes de culture développés par les populations autochtones de Bornéo avait également été très critiquée en son temps. Quel intérêt pouvait-on trouver à étudier ces populations Dayak primitives ? Les systèmes de culture extensifs pratiqués par les populations autochtones n'étaient-ils pas la preuve de leur arriération ? Ne convenait-il pas de mettre fin à leur sous-développement ? Les transmigra-nts javanais étaient investis d'une mission civilisatrice sacrée, ils devaient enseigner les techniques de la riziculture intensive à ces populations marginales, promouvoir une agriculture moderne et mettre fin à la culture sur brûlis. Quelques années plus tard, nos interlocuteurs devaient reconnaître l'intérêt d'étudier les savoirs indigènes. Les premiers échecs des sites de transmigration, l'adoption des techniques autochtones par les migrants, et non l'inverse, avaient fini de les convaincre.

Le retour à l'autosuffisance en riz de l'Indonésie, fêté en grande pompe en 1983-1984, allait également changer les mentalités. Désormais, l'accent pouvait être mis sur le développement des

cultures d'exportation, hévéa et palmier à huile. Nos rapports, qui préconisaient le développement de ces cultures à Bornéo à l'époque où le ministère privilégiait les cultures vivrières, allaient enfin trouver toute leur utilité. L'évolution de la situation nous donnait régulièrement raison et les moqueries des premiers temps se transformèrent en « L'Orstom l'avait bien dit ! ».

Peu à peu nous devons trouver notre place au sein du ministère, une place à part, de conseiller indépendant, de formateur et d'animateur. Enfin, une position plus délicate, nous l'avons dit, celle de messenger de mauvaises nouvelles. La structure pyramidale et descendante du pouvoir en Indonésie excluant toute remontée de l'information vers le sommet, nous nous sommes souvent retrouvés – en tant qu'étranger au système – dans la position délicate de faire remonter les messages désagréables de la base vers le sommet de la hiérarchie. Cette position de confiance devait nous permettre de rencontrer régulièrement le ministre et les directeurs généraux, et d'essayer autant que possible d'influer sur les grandes décisions. Un rôle ingrat et parfois dangereux.

Les vicissitudes du fameux projet du « million d'hectares » en sont une illustration. En 1994, après dix années d'autosuffisance en riz, l'Indonésie fut contrainte de reprendre les importations de riz pour combler son déficit de production. Véritable obsession du chef de l'État, le retour à l'autosuffisance en riz était une priorité nationale. Devant la difficulté à accroître des rendements déjà élevés, un calcul économique sommaire arrivait à la conclusion que l'autosuffisance passait par le développement d'environ un million d'hectares de rizières supplémentaires. Curieusement, le centre de Bornéo où nous avons commencé nos travaux en 1980 fut retenu comme le futur grenier à riz de l'archipel. Tous les ministères furent sommés de participer au développement de ce projet pharaonique et des enveloppes budgétaires énormes furent mises à disposition. Nos recherches avaient pourtant démontré que la zone retenue était constituée de dômes de tourbes fossiles d'une épaisseur pouvant dépasser dix mètres et recouvrant des couches de sable blanc. Ces sols acides, totalement organiques, étaient pratiquement impropres à toute culture, surtout à celle du riz. Toutefois, des essais de plantations de palmiers à huile menés à Sumatra sur des tourbes peu épaisses surmontant des argiles marines avaient été concluants. Il suffisait de drainer la tourbe et de fertiliser abondamment pour

obtenir des rendements plus que corrects. Ignorant ces distinctions entre différents types de tourbe, les technocrates des ministères s'employèrent à drainer massivement les tourbes fossiles du centre de Bornéo. Des milliers de kilomètres de canaux furent creusés en quelques mois, près d'un demi-million d'hectares de forêts sur tourbe défrichés, des milliers de maisons de transmigrants furent installées... À l'intérieur comme à l'extérieur du pays, les chercheurs et les ONG se mobilisaient contre le projet. Folie démesurée, gaspillage éhonté, catastrophe écologique, tous les superlatifs étaient de mise. Mais comme s'opposer au projet signifiait s'opposer au chef de l'État, l'opposition restait confinée aux assemblées scientifiques et aux cénacles autorisés. Les doyens de plusieurs universités en appelèrent au ministre de la Transmigration pour arrêter le projet. Le ministre leur proposa d'organiser un rendez-vous avec le chef de l'État où ils seraient en mesure d'exposer leurs griefs. L'affaire en resta là. L'un des doyens, ami de longue date, proposa de faire intervenir un chercheur de l'Orstom qui connaissait bien la région... Je me demande toujours s'il plaisantait ou s'il était sérieux. Heureusement, la crise financière asiatique de 1997 et les troubles sociaux qui suivirent eurent raison du projet. Les sources de financement se tarirent aussi vite que la tourbe drainée s'assécha. La tourbe prit feu en été 1997 et brûla pendant de longs mois recouvrant toute la région d'une épaisse fumée jusqu'en Malaisie et Singapour. Le site et la plupart des villages de migrants furent abandonnés. La catastrophe écologique annoncée arriva, « L'Orstom l'avait bien dit ! ». De 1978 à 1999, le ministère de la Transmigration a renouvelé par sept fois la convention le liant à l'Orstom. Les différentes équipes qui se sont succédé ont démontré qu'il était possible d'effectuer un travail scientifique sérieux au sein d'un ministère technique et de lui être utile. En contrepartie, le ministère, sans jamais exercer de pression politique, nous a accordé plus de moyens qu'aucun institut de recherche local n'aurait jamais pu nous octroyer. Bien que fructueuse, la coopération s'est cependant déroulée dans un environnement scientifique peu stimulant. Nos homologues indonésiens, ingénieurs du ministère, ont toujours été d'excellents exécutants. Malheureusement, une fois formés aux techniques de recherche, ils étaient régulièrement promus à des fonctions administratives. Aucun d'entre eux n'étant chercheur, la nécessité de publier dans des journaux scientifiques ne s'imposait pas. Notre propre activité de production scientifique s'en ressentit également.

## À la recherche de meilleurs partenaires

C'est pour rompre cet isolement scientifique qu'à partir de 1988 nous avons approché le BPPT (Badan Pengkajian dan Penerapan Teknologi, une émanation du ministère de la Recherche indonésien), puis le Biotrop (Biologi Tropikal), l'un des instituts de recherche régionaux dépendant du South-East Asian Ministries of Education Organization. Malheureusement, malgré des efforts soutenus, nous ne sommes jamais parvenus à intéresser nos homologues à collaborer activement à un programme de recherche pourtant accepté par les deux parties. À chaque fois, les négociations menées avec la direction scientifique de ces instituts se révélaient fructueuses. Nos interlocuteurs étaient plus qu'intéressés par une collaboration avec un institut de renommée internationale comme l'Orstom. Pour une contrepartie modique, en général le simple hébergement des chercheurs affectés, l'institut d'accueil bénéficiait de la participation à un projet de recherche international (recherches de terrain, séminaires, publications, etc.), de l'accès à des outils de partenariat, éventuellement de moyens logistiques et de financements supplémentaires. Mais si l'intérêt de la structure était manifeste, le désintérêt des acteurs individuels ne l'était pas moins. Les chercheurs indonésiens, fonctionnaires mal payés, menaient toujours de front des activités administratives, d'enseignement et de recherche, de manière officielle et informelle. Il n'était pas rare que le même chercheur assurât des fonctions d'enseignement dans le secteur public, des modules de cours dans des universités privées et des consultances pour le secteur privé. Dans ces conditions, on comprend qu'ils préféreraient conserver leur indépendance. Par-dessus tout, ils étaient réticents à effectuer des séjours prolongés sur le terrain, surtout pour effectuer des recherches non directement rémunérées. L'opposition n'était jamais directe, car il était hors de question de heurter sa hiérarchie. Par contre, les fièvres inopinées, les réunions primordiales, les séminaires importants ou autres cérémonies religieuses... empêchaient souvent le chercheur indonésien de participer au travail de terrain. On apprenait ces contretemps de bon matin à l'aéroport, en attendant vainement notre homologue.

Toute tentative musclée pour lutter contre ce manque d'enthousiasme provoquait des réactions plus vives pouvant aller jusqu'au sabotage. La seule solution à ce problème, récurrent dans de nombreux pays en voie de développement, aurait consisté à payer directement et correctement nos homologues. Les budgets de l'Orstom et notre philosophie du partenariat ne le permettaient pas. Éléments rapportés dans une structure refusant de nous intégrer, nous nous retrouvions finalement plus isolés qu'auparavant et avec des moyens de travail bien moindres que dans un ministère. Certains d'entre nous choisirent de retourner au ministère de la Transmigration. Personnellement, je choisis de rentrer en France et de mettre à profit ces dix années d'expérience en Indonésie par la rédaction d'une thèse consacrée à la Transmigration.

## ■ La quadrature du cercle : un partenaire international implanté localement

Bien que de retour en métropole, je devais rester impliqué dans l'organisation de la recherche menée par l'Orstom en Indonésie. L'installation d'une antenne de l'Icraf (International Centre for Agroforestry Research) en Indonésie, puis l'implantation du Cifor (Centre international de recherche forestière) à Bogor en 1993 allaient nous permettre d'éviter de tomber de Charybde en Scylla. En tant que centres internationaux dépendant du CGIAR (Consultative Group for International Agricultural Research), l'Icraf et le Cifor disposent d'un statut diplomatique leur permettant d'obtenir plus facilement les autorisations de recherche et les divers visas sans obtenir au préalable l'aval d'un partenaire officiel indonésien (ou en suivant une procédure simplifiée). En tant que centres de recherche internationaux, ils disposent d'infrastructures de qualité, d'un personnel technique et d'une administration efficaces, d'accès à l'information et de moyens de diffusion modernes. Contacts privilégiés des donateurs internationaux, intermédiaires



des centres de recherche nationaux, ils sont également bien insérés dans les réseaux scientifiques les plus prestigieux. En revanche, le mode de financement relativement aléatoire des centres du CGIAR d'une année sur l'autre ne leur permet ni de sécuriser le recrutement ni d'assurer des recherches sur le long terme. L'accueil de chercheurs issus d'un EPST présente donc d'énormes avantages autant pour les centres du CGIAR que pour l'IRD. Sorte de quadrature du cercle, il permet aux chercheurs de l'Institut d'assurer leur double mission – souvent contradictoire – de partenariat avec le Sud et d'excellence scientifique.

La qualité du partenariat varie d'un centre à l'autre, en fonction bien sûr des cultures d'entreprise et des expériences préalables. L'intégration dans un centre comme le Cifor peut être très forte, surtout si le chercheur accepte de prendre des responsabilités dans l'administration de la recherche. Mais la qualité de l'accueil d'un chercheur affecté dans un centre du CGIAR dépend surtout des budgets disponibles. En période de vaches grasses l'accueil peut être somptueux, en période de vaches maigres les chercheurs « seconded » (i. e. de l'IRD) passent bien logiquement au second plan.

À partir de 1996, l'IRD allait affecter régulièrement un à deux chercheurs au Cifor. Personnellement, j'ai rejoint le Cifor en octobre 1999. Dès mon arrivée, le centre m'a confié un budget de 100 000 \$ pour mettre en œuvre des recherches de terrain à Kalimantan-Est, recruter une équipe d'enquêteurs et former des étudiants de mastère et des thésards. Je n'avais jamais connu de telles conditions de travail. Le très efficace service de l'information et de la communication du Cifor (ISG) allait se charger de la diffusion des premiers résultats sous diverses formes. Avec le temps, ISG allait investir sur des formes plus modernes de communication : lettres informatiques, blogs, Facebook, Twitter, etc. Le Cifor est également présent dans toutes les manifestations internationales concernant la forêt : congrès scientifiques (IUFRO – International Union of Forestry Research Organizations, World Forestry Congress, UICN – Union internationale pour la conservation de la nature, ATBC – Association for Tropical Biology and Conservation, etc.), COP (Conference of Parties), SBSTA (Subsidiary Body for Scientific and Technological Advice) et autres initiatives des Nations unies, Forest Days, etc. La présence du Cifor à ces diverses manifestations est le plus souvent massive (trente personnes présentes à la COP de Copenhague), elle

donne lieu à des présentations scientifiques, des stands distribuant gratuitement des ouvrages en anglais, français, espagnol et indonésien, des lancements de livres, des séminaires parallèles, des forums de discussion, etc. Le budget alloué à ces opérations de communication est très élevé, surtout en comparaison avec ce qui a cours à l'IRD. Environ 20 % du budget des projets de recherche est attribué à la communication. Cette politique est payante, puisqu'en moins de vingt ans d'existence le Cifor est devenu la principale référence internationale en matière de recherche en foresterie tropicale, un acteur incontournable, et cela avec seulement soixante chercheurs permanents, l'équivalent d'une UMR de l'IRD.

Pour un chercheur de l'IRD affecté au Cifor, l'intérêt est évident. Non seulement il peut disposer d'un budget de recherche opérationnel conséquent, mais l'impact de ses travaux est assuré par une structure qui l'encourage à produire sur toutes sortes de supports, allant des journaux scientifiques aux ouvrages grand public, en passant par les « *policy briefs* », qui dissémine ses résultats dans plusieurs langues, et lui permet de les présenter dans les forums internationaux les plus prestigieux. Le Cirad ne s'y est pas trompé, puisqu'il affecte en permanence cinq à six chercheurs au Cifor en Asie, Afrique et Amérique latine.

Loin d'être considéré comme une pièce rapportée, le chercheur IRD peut se voir offrir des responsabilités dans l'institut. Ainsi, j'ai pu diriger pendant près de deux ans le programme Forests and Livelihoods, l'un des trois programmes du Cifor. L'IRD m'ayant affecté au Cameroun à partir d'octobre 2010, j'ai dû renoncer à la direction du programme. Toutefois, en raison des excellentes relations nouées avec le Cifor au long d'une décennie, il m'a été proposé de rester affecté au Cifor, mais à son antenne régionale de Yaoundé au Cameroun. Le bilan de treize années passées au Cifor, à Bogor et à Yaoundé, toujours en tant que chercheur IRD affecté, est très positif. En matière de partenariat avec le Sud, l'affectation dans un centre de recherche international présente de nombreux avantages. Elle permet d'éviter au chercheur de se retrouver installé dans des centres de recherche nationaux souvent mal équipés (nombreuses coupures d'électricité, d'eau, d'accès internet) et isolé au sein de chercheurs nationaux sans réels moyens de travail. Les centres internationaux sont en mesure de recruter les meilleurs chercheurs nationaux, de leur assurer des salaires corrects et des moyens

de travail. L'appartenance à l'international permet de s'affranchir des suspicions de néocolonialisme en particulier dans nos anciennes colonies. La contrepartie, bien évidemment, est une moindre visibilité de l'IRD au profit de l'institution internationale, ce qui peut être perçu comme un point négatif dans un cadre diplomatique soucieux du rayonnement de la France. Mais il ne faut pas se leurrer, au vu de l'évolution récente des budgets de coopération bilatéraux, il n'y a plus guère de pays (à l'exception de la Chine peut-être) en mesure d'assurer une présence décisive et marquante dans de nombreux pays en voie de développement, et encore moins dans les pays émergents. La coopération internationale ne se fait plus uniquement entre anciennes puissances coloniales et pays du Sud, elle se fait également entre pays du Nord intervenant au Sud. Pour ce faire, parmi les divers cadres institutionnels existants, les centres du CGIAR offrent des opportunités de collaboration qui permettent une meilleure efficacité de nos actions de recherche et un meilleur impact auprès des décideurs nationaux.

En conclusion, j'estime qu'en matière de partenariat avec le Sud, le fait de s'associer à un centre international du CGIAR comme le Cifor est une véritable solution gagnant-gagnant, présentant à l'évidence plus d'avantages que d'inconvénients.

# Bibliographie

- AERES, 2010 – *Rapport d'évaluation de l'Institut de recherche pour le développement*. Septembre 2010, 34 p.
- ANTHEAUME B., BONNEMAISON J., LERICOLLAIS A., MARCHAL J.-Y., 1984 – *Libres réflexions sur une pratique de la géographie à l'Orstom. L'Espace Géographique*, 4 : 353-360.
- ANTOINE P., DUBRESSON A., MANOU-SAVINA A., 1987 – *Abidjan « côté cours » : pour comprendre la question de l'habitat*. Paris, Orstom/Karthala.
- ARGYRIS C., SCHÖN D., 1996 – *Organizational Learning II: Theory, Method and Practice*. Reading, MA, Addison-Wesley.
- ATELIERS D'ANTHROPOLOGIE, 2009 – *La relation ethnographique, terrains et texte. Ateliers d'anthropologie*, 33.
- ATLANI-DUAULT L., VIDAL L. (éd.), 2009 – *Anthropologie du développement et de l'aide humanitaire. Des pratiques aux savoirs, des savoirs aux pratiques*. Paris, Armand Colin.
- BAKO-ARIFARI A., 2007 – « La médiation socio-anthropologique entre savoir et action. Plaidoyer pour un métier de médiateur en action publique ». In : *Une anthropologie entre rigueur et engagement*, Paris, Apad/Karthala : 175-199.
- BARÉ J.-F., 1995 – *Les applications de l'anthropologie : un essai de réflexion collective depuis la France*. Karthala.
- BARÉ J.-F., 2001 – *L'évaluation des politiques de développement*. Paris, L'Harmattan.
- BATTESTI V., 2005 – *Jardins au désert. Évolution des pratiques et savoirs oasiens, Jérid tunisien*. Paris, IRD Éditions, coll. À travers champs.
- BÉDOUCHA G., 1987 – *L'eau, l'amie du puissant, une communauté oasienne du Sud tunisien*. Paris, Archives contemporaines.
- BELAÏD H., RIAUX J., 2011 – *Appropriation et gestion des eaux en Tunisie à l'époque coloniale. Une histoire de dépossession(s) ? Cas du Kairounnais*. Colloque du réseau RED-MED : Appropriation des ressources naturelles et patrimoniales : compétitions et droits d'accès en Méditerranée, 28-30 nov., Beyrouth, communication orale.
- BELLIER I., 2002 – *Le Concept de Partenariat et le dialogue politique : la Commission européenne et l'élargissement de l'Union. Anthropologie et Sociétés*, 26 (1) : 139-157.
- BEN SALEM L., 2009 – *Propos sur la sociologie en Tunisie. Entretien avec Sylvie Mazzella. Genèses*, 75 (2) : 125-142.
- BENSA A., 2007 – *De la relation ethnographique. À la recherche de la juste distance. Enquête*, 1 : 131-140.
- BERNANDER B., 1995 – *Facing a Complex Emergency: An Evaluation of Swedish Support to Emergency Aid to Cambodia*. Stockholm, Stockholm SIDA.
- BERQUE J., 1955 – *Structures sociales du Haut Atlas*. Paris, PUF.
- BERQUE J., 1956 – *Cent-vingt-cinq ans de sociologie maghrébine*.

*Annales. Économies, Sociétés, Civilisations*, 11 (3) : 296-324.

BLANC F.-X., SOK T., LAUREILLARD D. et al., 2011 – Earlier versus later start of antiretroviral therapy in HIV-infected adults with tuberculosis. *The New England Journal of Medicine*, 365 (16) : 1471-1481.

BONNEMAISON J., 1986 – *La dernière île*. Éditions Arlea/Orstom.

BONNEMAISON J., 1989 – *L'espace réticulé. Commentaires sur l'idéologie géographique. Tropiques, lieux et liens. Florilège offert à Paul Pélissier et Gilles Sautter*. Orstom/CNRS/EHESS/Ministère des Affaires étrangères.

BONNEMAISON J., 1991 – « Lieux et routes en Mélanésie ». In Mullon C. (éd.) : *Le transfert d'échelle, approche géographique de l'espace*, Paris, Orstom, coll. Colloques et séminaires : 315-318.

BONNET D. (éd.), 2003 – *L'éthique médicale dans les pays en développement. Autrepart*, 28, 192 p.

BOURDIER F., 2006 – *Policies and politics underlying the path for universal access to treatment against AIDS in Cambodia*. Working paper n° 18, Lünd University, Centre for East and Southeast Asian Studies, 22 p.

BOURDIER F., 2009 – *Socio-anthropological investigation related to the acceptability of Plumpy'nut in Cambodia*. Phnom Penh, March, Research Document for the William J. Clinton Foundation, NCHADS and UNICEF, 56 p.

BOURDIEU P., 1997 – *Méditations pascaliennes*. Paris, Seuil, 318 p.

BOURDIEU P., WACQUANT L., 1992 – *Réponses. Pour une anthropologie réflexive*. Seuil, 272 p.

BRUN J., PAIX C., 2002 – « Regard sur la recherche urbaine ». In : *Parcours dans la recherche urbaine, Michel Rochefort, un géographe engagé*, Strates hors-série 2002, mis en ligne le 17 mai 2005, consulté le 12 septembre 2012. <http://strates.revues.org/557>

CABANES R., 1994 – Du quarantenaire au cinquantenaire : brève réflexion institutionnelle sur la constitution des objets de recherche. Objets, terrains, disciplines. Pratiques sociales et travail. *Les Cahiers*, 21.

CALLON M., LASCOUMES P., BARTHES Y., 2001 – *Agir dans un monde incertain. Essai sur la démocratie technique*. Paris, Le Seuil.

CALLON M., LATOUR B., 1991 – *La Science telle qu'elle se fait : anthologie de la sociologie des sciences de langue anglaise*. Paris, La Découverte.

CCDE, 2012a – *L'éthique du Partenariat dans la recherche scientifique à l'IRD*. IRD Éditions.

CCDE, 2012b – *Guide de bonnes pratiques de la recherche pour le développement*. IRD Éditions.

CÉFAÏ D. (éd.), 2001 – *Cultures politiques*. Paris, PUF.

CHABOUD C. et al., 2007 – *Madagascar face aux enjeux du développement durable : des politiques environnementales à l'action collective locale*. Paris, Karthala.

CHABROL F., 2008 – « Enquêter en milieu convoité. Les terrains surinvestis de l'anthropologie ». In Fassin D. (éd.) : *Les politiques de l'enquête*, Paris, La Découverte : 229-244.

CHABROL F., 2012 – *Prendre soin de sa population. Le sida au Botswana, entre politiques globales et pratiques*

- locales de la citoyenneté*. Thèse doct. en sociologie, EHESS, Paris, 413 p.
- CHABROL F., GIRARD G. (éd.), 2010 – *VIH/sida. Se confronter au terrain. Expériences et postures de recherche*. Paris, ANRS.
- Chambre de Commerce et d'Industrie française au Vietnam (CCIFV), 2012 – *Annuaire 2012/ 2012 Directory*. Hô Chi Minh Ville, 304 p.
- CHATELIN Y., 1984 – « Les dominations scientifiques ». In Chatelin, Y., Arvanitis R. : *Forum Pratiques et Politiques Scientifiques* : 161-163.
- CLAYTON A., 1996 – *NGOs, Civil Society and the State: Building Democracy in Transitional Societies*. Oxford, Intrac publication.
- CLERC V., 2009 – Les politiques de résorption de l'habitat informel à Phnom Penh. Influence des organisations internationales et contradictions de l'action publique. *Géocarrefour*, 80 (3). <http://geocarrefour.revues.org/1160>.
- COLLECTIF COMMOD, 2005 – La modélisation comme outil d'accompagnement. *Natures Sciences Sociétés*, 13 : 165-168.
- COOK S. D. N., BROWN J. S., 1999 – Bridging epistemologies: the generative dance between organizational knowledge and organizational knowing. *Organization Science*, 10 : 381-400.
- COPANS J., 1998 – « Entre porteurs de valise et porteurs de savoir ». In Schlemmer B. (éd.) : *Terrains et engagements de Claude Meillassoux*, Paris, Karthala : 211-267.
- COPANS J., 2010 – *Un demi-siècle d'africanisme africain. Terrains, acteurs et enjeux des sciences sociales en Afrique indépendante*. Paris, Karthala.
- COTTEN A.-M., 1967 – Une expérience d'approche du fait géographique en Afrique de l'Ouest. *Cah. Orstom, sér. Sci. hum.*, décembre : 57-63.
- COUDERC M., 2011 – *Enjeux et pratiques de la recherche médicale transnationale en Afrique. Analyse anthropologique d'un centre de recherche clinique sur le VIH à Dakar (Sénégal)*. Thèse doct. en anthropologie, univ. Aix-Marseille III, 507 p.
- Council for the Development of Cambodia, 1995 – *Development cooperation*. Phnom Penh, Development Cooperation Report 1994-95.
- COURADE G., 1994 – *Le village camerounais à l'heure de l'ajustement*. Paris, Karthala, 410 p.
- COURADE G., 2007 – Géographe Orstom-IRD dans une Afrique en mouvement. *Revue Tiers Monde*, 191 : 553-572.
- COURET D., 1986 – *Trois exemples d'informatisation de données urbaines. Traitement de données localisées*. Paris, Orstom, coll. Colloques et séminaires.
- COURET D., 1991 – « Application de la méthode d'analyse d'un système d'échelles au traitement géographique des données : traitement des données sur le logement du recensement 1982 de Quito (Équateur) au niveau de l'îlot ». In Mullon C. (éd.) : *Le transfert d'échelle*, Paris, Orstom : 235-247.
- COURET D., LORTIC B., RAKOTOMALALA P., 1999 – *Téledétection de la dynamique du bâti dans le périmètre du grand Abidjan*. Opération de recherche BNETD – LCA-IRD, 14 mars au 10 avril 1999,

- centre IRD Aulnay-sous-Bois.  
[[http://www.bdville.ird.fr/cvd/BNETD/Page\\_0.php3r](http://www.bdville.ird.fr/cvd/BNETD/Page_0.php3r)]
- COUTY P., 1984 – « Qui a peur des dominations scientifiques ? ». In Chatelin Y., Arvanitis R. (éd.) : *Pratiques et Politiques Scientifiques*, Actes du Forum, Paris, Orstom : 165-169.
- COUTY P., 1989 – « Similitudes, simulacres et absence ». In Perrier E., Couty P., Iris J.-M., Renaud P., Pichon G., Mullon C. (éd.) : *La Modélisation : aspects pratiques et méthodologie*, Seminor 2, Paris, Orstom, coll. Colloques et séminaires : 385-426.
- COUTY P., 1990 – *Apport Sciences Sociales et recherche multidisciplinaires à l'Orstom*. Document annexe, journées d'études 4-5-6 septembre, Paris, Orstom, p. 7.
- CROCHET S., 1998 – *Activités et idéologies des agences internationales en charge des programmes sida au Cambodge*. Paris, université de Nanterre/CNRS (ronéotypé).
- DANDOY G., SOURIS M., 1985 – « L'enjeu de l'Infographie ». In Dandoy G. (éd.) : *Traitement des données localisées*, Paris, Orstom : 11-28.
- DAY R. A., GASTEL B., 2011 – *How to write and publish a scientific paper*. Seventh Eds. Santa Barbara (CA), Greenwood, 310 p.
- DEMANGE E., 2010 – *La controverse « Abstain, be faithful, use a condom »*. *Transnationalisation de la politique de prévention en Ouganda*. Thèse doct. en science politique, CEAN Sciences Po Bordeaux.
- D'ERCOLE R., GLUSKI P., HARDY S., SIERRA A., 2009 – *Vulnérabilités urbaines dans les pays du Sud*. Présentation du dossier. *Cybergeo : European Journal of Geography* Dossiers, Vulnérabilités urbaines au Sud <http://cybergeo.revues.org/23964>
- DESCLAUX A., LANIÈRE I., NDOYE I., TAVERNE B., 2002 – *L'initiative sénégalaise d'accès aux médicaments antirétroviraux*. Paris, ANRS.
- DESCLAUX-SALL C., COUDERC M., DESCLAUX A., 2012 – *Mobilisation des acteurs communautaires et scientifiques de la recherche en santé*. Dakar, réalisation : Cupillard M., CRCF, IRD, ANRS, vidéo, 17 mn.
- DESCOLA P., 1993 – *Les lances du crépuscule. Relations jivaros, Haute Amazonie*. Paris, Terre Humaine.
- DESJEU D., 1992 – *Étude des effets de l'intervention de l'Orstom dans quatre pays tests, Mexique, Cameroun, Congo, Niger*. Étude réalisée à la demande du Comité national d'évaluation de la recherche, rapport de synthèse, Paris, 44 p. [[www.argonautes.fr/uploads/uploads/documents/1992\\_12ORSTORMSynthese.pdf](http://www.argonautes.fr/uploads/uploads/documents/1992_12ORSTORMSynthese.pdf) ; 21/08/2012]
- DESVALLÉES A., MAIRESSE F. (dir.), 2011 – *Concepts clés de muséologie*. Paris, Icom/Armand Colin, 722 p.
- DROZ Y., 2009a – « Mythes et réalités du partenariat scientifique ». In Droz Y., Mayor A. (éd.) : *Partenariats scientifiques avec l'Afrique. Réflexions critiques de Suisse et d'ailleurs*, Paris, Karthala : 17-34.
- DROZ Y., 2009b – La morale de l'interdiction de la clitoridectomie en pays kikuyu. *Anthropologie et Société*, 33 (3) : 118-137.
- DROZ Y., LAVIGNE J.-C., 2006 – *Éthique et développement durable*. Paris, Karthala/IUED.

- DROZ Y., MAYOR A. (éd.), 2009 – *Partenariats scientifiques avec l'Afrique : réflexions critiques de Suisse et d'ailleurs*. Paris, Karthala, 215 p.
- DROZ Y., MAYOR A., ROOST VISCHER L., THÉVOZ C. (éd.), 2001 – *Partenariats Nord-Sud/Forschungspartnerschafte*. Hamburg, Lit Verlag.
- DUCHEMIN J.-P., 1990 – Villes, espaces, aménagement. *La Géographie*, Grands colloques de prospective : 131-133.
- DUREAU F., BARBARY O., MICHEL A., LORTIC B., 1989 – *Sondages aréolaires sur image satellite pour des enquêtes socio-démographiques en milieu urbain*. Manuel de formation Orstom, Paris, 8 p., 15 fiches pédagogiques.
- EBOKO F., 2005 – Politique publique et sida en Afrique. De l'anthropologie à la science politique. *Cahiers d'études africaines*, 45 (2), 178 : 351-387.
- EBOKO F., 2005a – « Patterns of mobilization: political culture in the fight against AIDS ». In Patterson A.S. (ed.) : *The African State and the AIDS Crisis*, Ashgate, Aldershot : 37-58.
- EBOKO F., 2005b – Law against morality? Access to anti-AIDS drugs in Africa. *International Social Science Journal*, 186, Unesco : 713-722.
- EBOKO F., 2005c – Sida : des initiatives locales sous le désordre mondial. *Esprit*, Vues d'Afrique, août-septembre : 200-211.
- EBOKO F., 2005d – « Institutionnaliser l'action publique en Afrique : la lutte contre le sida au Cameroun ». In Quantin P. (éd.) : *Gouverner les sociétés africaines : acteurs et institutions*, Bordeaux-Paris, CEAN/Karthala : 263-287.
- EBOKO F., CHABROL F., 2005 – « Réappropriation du paradigme de la sécurité face au sida en Afrique : diffusions, confusions, inversions ». In Bagayogo-Penone N., Hours B. (éd.) : *États, ONG et production des normes sécuritaires dans les pays du Sud*, Paris, L'Harmattan : 193-219.
- EBOKO F., ENGUÉLÉGUÉLÉ M., OWONA NGUINI M. E., 2009 – Cameroun Burkina Faso, Botswana, une approche comparée de l'action publique contre le sida en Afrique. *Télescope (École nationale d'administration publique – ENAP-Québec Canada)*, 15 : 52-67.
- EGROT M., TAVERNE B., 2006 – Essais cliniques, un objet social complexe. *Sciences au Sud*.
- EL QADÉRY M., 2010 – L'Afrique a-t-elle perdu le Nord ? Le Maghreb et ses dichotomies coloniales. *Cahiers d'Études Africaines*, 198-199-200 (1-2-3) : 731-754.
- ELLOUMI M., 2012 – La révolution tunisienne : ruralité vs urbanité. Quelques réflexions. *La lettre de l'IRMC* 8 (janvier-avril 2012) : 16.
- ENGUÉLÉGUÉLÉ M., 2008 – Quelques apports de l'analyse de l'action publique à l'étude du politique en Afrique subsaharienne. *Politique et sociétés*, 27 (1) : 3-28.
- ÉTIENNE M. (éd.), 2010 – *La modélisation d'accompagnement. Une démarche participative en appui au développement durable*, Paris, Éditions Quae.
- FABIAN J., 1983 – *Time and The Other? How Anthropology Makes its Object?* Colombia, Colombia University Press.
- FALL M., SAMBA A. LALOE F., 2006 – Fishing tactics and strategies in coastal demersal trawling fisheries in Senegal. *Aquatic Living Resources*, 19 (4) : 307-316.



- FASSIN D., 2000 – Entre politiques du vivant et politiques de la vie. Pour une anthropologie de la santé. *Anthropologie et Sociétés*, 24 (1) : 95-116.
- FASSIN D., 2008 – « Répondre de sa recherche. L'anthropologue face à ses "autres" ». In Fassin D., Bensa A. (éd.) : *Les politiques de l'enquête. Épreuves ethnographiques*, Paris, La Découverte : 299-320.
- FAVRET-SAADA J., 1977 – *Les mots, la mort, les sorts. La sorcellerie dans le bocage*. Paris, Gallimard.
- FISHER R. A., 1922 – On the mathematical foundations of theoretical statistics. *Philosophical Transactions of the Royal Society*, 222 : 309-368.
- FISHER R. A., 1925 – Theory of statistical estimation. *Proc. Camb. Philos. Soc.*, 22 : 700-725.
- GAILLARD J., 1990 – Les politiques d'aide à la recherche pour le développement du tiers monde : de l'assistance scientifique et technique à la coopération ? Le cas de la France. *Cah. Orstom, sér. Sci. Hum.*, 26 (3) : 407-427.
- GALLAIS J., 1989 – « Aux débuts de la géographie africaniste (1950-1960) ». In : *Tropiques, lieux et liens : Florilège offert à Paul Pélissier et Gilles Sautter*, Paris, Orstom/CNRS/EHESS/Ministère des Affaires étrangères : 55-59.
- GAN A., 2012 – *Agriculteurs et paysans : nouveaux acteurs de la société civile et de la transition démocratique en Tunisie ?* Observatoire tunisien de la transition démocratique. [http://observatoiretunisien.org/upload/file/Gana%C2%A0%281%29.pdf]
- GELLNER E., 1969 – *Les saints de l'Atlas*. Paris, Bouchène.
- GHASARIAN C. (éd.), 2004 – *De l'ethnographie à l'anthropologie réflexive. Nouveaux terrains, nouvelles pratiques, nouveaux enjeux*. Paris, Armand Colin.
- GIOVALUCCHI F. et OLIVIER DE SARDAN J.-P., 2009 – Planification, gestion et politique dans l'aide au développement : le cadre logique, outil et miroir des développeurs. *Revue Tiers Monde*, 198 : 383-406.
- GLEIZES M., 1985 – *Un regard sur l'Orstom, 1943-1983. Témoignage*. Paris, Orstom, 122 p. [http://horizon.documentation.ird.fr/exl-doc/pleins\_textes/pleins\_textes\_7/divers2/21898.pdf]
- GLUSKI P., COURET D., 2004 – Communiquer et diffuser l'information spatialisée : le Mini Atlas informatisé d'Addis-Abeba et les cartes interactives associées. Restitution des résultats du projet de recherche urbaine « Approche environnementale des dynamiques urbaines à Addis-Abeba, Éthiopie ». *Bulletin du Comité national de Cartographie*, Paris, 181 : 5-20.
- GOUROU P., 1989 – « Deux géographes Paul Pelissier, Gilles Sautter ». In : *Tropiques, lieux et liens : Florilège offert à Paul Pélissier et Gilles Sautter*, Paris, Orstom/CNRS/EHESS/Ministère des Affaires étrangères : 23-25.
- GRUÉNAIS M.-É., 1999 (éd.) – *L'organisation de la lutte contre le sida en Afrique. Une problématique État/société civile*. Rapport ANRS/IRD, Paris.
- GRUÉNAIS M.-É., 2001 (éd.) – Un système de santé en mutation : le cas du Cameroun. *Apad*, bulletin n° 21.
- GRUÉNAIS M.-É., LOMBARD J. (éd.), 1992 – Recherches scientifiques en partenariat. *Journal des Anthropologues*, 46 : 1-91.
- GRUÉNAIS M.-É., OUATTARA F., RICHARD F., DE BROUWERE V.,

- 2012 – Anthropological Insights About a Tool for Improving Quality of Obstetric Care: The Experience of Case Review Audits in Burkina Faso. *Anthropology in Action*, 19 (2) : 27–36.
- GUBRY P., 2002 – *Quelques réflexions relatives à la recherche dans le domaine de la population au Viêt-nam. Séminaire franco-vietnamien sur la recherche en sciences sociales*, Hanoi (23-24 mai 2002), 14 p. [<http://recherche-iedes.univ-paris1.fr/IMG/pdf/200209GubryReflexionsRecherchePopulationVN.pdf> ; 09/03/2012]
- GUBRY P., 2004 – « La coopération récente dans le domaine de la recherche démographique au Viêt-nam ». In Simon-Cortés N., Teissonnière A. (éd.) : *Viet Nam, une coopération exemplaire. Henri Van Regemorter (1925-2002) : Parcours d'un militant*, Paris, Comité pour la Coopération scientifique et technique avec le Viet Nam (CCSTVN), L'Harmattan : 210-215.
- HABERMAS J., 1981 (trad. 1987) – *Théorie de l'Agir Communicationnel*. Paris, Fayard.
- HAHONOU E. K., 2000 – *Étude socio-anthropologique des interactions entre usagers et agents de la santé. Le cas du service des urgences de l'Hôpital National de Niamey*. Marseille, EHESS, mémoire de DEA.
- HAMELIN P. et al. 2012 – *Rapport d'activités CORUS et AIRES-Sud*. Paris, MAEE/IRD/AIRD.
- HAMMOUDI A., 1974 – Segmentarité, stratification sociale, pouvoir politique et sainteté, réflexion sur les thèses de Gellner. *Hesperis Tamuda*, 15 : 147-180.
- HANCART PETITET P., 2010 – Des hôtesses de karaoké à Phnom Penh. Négociations des risques en santé de la reproduction. *Mousson Recherche en sciences humaines sur l'Asie du Sud-est*, IRSEA (Institut de recherche sur le Sud-Est asiatique), 15 : 137-155.
- HANCART PETITET P., 2011 – « "Choix" contraceptifs des femmes vivant avec le VIH au Cambodge ». In Desclaux A., Msellati P., Sow K. (éd.) : *Les femmes à l'épreuve du VIH dans les pays du Sud. Genre et accès universel à la prise en charge*, Paris, ANRS, coll. Sciences sociales et sida : 179-192.
- HANCART PETITET P., 2012 – Anthropology and Clinical Trial Emerging Reproductive Issues in Cambodia. *International Journal of Social Science and Humanity*, 2 (2) : 139-142.
- HANCART PETITET P., BORAND L., PHENG P. et al. 2012 – *Medically non recommended pregnancies and clinical trials: insights from the CAMELIA ANRS 1295-CIPRA KH001 in Cambodia*. Abstract N° MOPE420, Washington DC USA.
- HANCART-PETITET P., DUMAS C., FAURAND-TOURNAIRE A.-L., DESCLAUX A., VONG S., 2011 – Social and cultural dimensions of hygiene in Cambodian health care facilities. *BMC Public Health*, 11 (1) : 83.
- HARDY S., 2009a – Enjeux et fractures de la Bolivie en 2009. *EchoGéo, Sur le vif* : <http://echogeo.revues.org/10965>
- HARDY S., 2009b – La vulnérabilité de l'approvisionnement en eau dans l'agglomération pacéniennne. Le cas du sous-système El Alto. *Cybergeo : European Journal of Geography*, dossiers, Vulnérabilités urbaines au Sud, document 457.
- HARDY S., 2011 – Gestion des risques, gestion des situations d'urgence à La Paz. Base de données et cartographie d'aide à la décision. *Le monde des cartes*, 207 : 49-62.

- HARDY S., SIERRA A., 2011 – Vulnérabilités des aires urbaines de haute altitude : La Paz et Quito. *Montagnes tropicales*, 1 : 67-80.
- HASSENTEUFEL P., 2005 – « Deux ou trois choses que je sais d'elle. Remarques à propos d'expériences de comparaisons européennes ». In : *Les méthodes au concret*, Paris, PUF, coll. Curapp : 105-124.
- HASSENTEUFEL P., 2011 – *Sociologie politique de l'action publique : l'action publique*. Paris, Armand Colin, 2<sup>e</sup> édition, 313 p.
- HICKEY S., MOHAN G. (eds), 2005 – *Participation – From Tyranny to Transformation? Exploring New Approaches to Participation in Development*. Zed Books.
- HUBERT B., 2004 – *Pour une Écologie de l'Action. Savoir Agir, Apprendre, Connaître*. Arguments, Paris.
- IRD, 2001 – *Contrat pluriannuel de l'Institut de recherche pour le développement 2001-2004 signé le 17 avril 2001*. Textes de référence de l'IRD, 6, 46 p.
- IRD, 2010 – *L'IRD demain, contrat d'objectifs État – IRD 2011-2015*. IRD, 27 p.
- IRD, Comité consultatif de déontologie et d'éthique (CCDE), 2005 – *Guide des bonnes pratiques de la recherche pour le développement*. Paris, 16 p. [[www.ird.fr/fr/ccde/pdf/guide\\_bonnes\\_pratiques\\_17052005.pdf](http://www.ird.fr/fr/ccde/pdf/guide_bonnes_pratiques_17052005.pdf) ; 09/03/2012]
- IRD, Comité consultatif de déontologie et d'éthique (CCDE), 2008 – *Responsabilité et partage en Sciences humaines et sociales*. Atelier organisé par le CCDE et le département Sociétés et santé (DSS) de l'IRD, Dourdan, 13 mars 2008, 63 p. [[www.ird.fr/media/ird.fr/ccde/colloques/colloques-ccde-2005-2009/colloque-dourdan-2008](http://www.ird.fr/media/ird.fr/ccde/colloques/colloques-ccde-2005-2009/colloque-dourdan-2008) ; 02/09/2012]
- IRD, Comité Consultatif de déontologie et d'éthique (CCDE), 2012a – *Guide des bonnes pratiques de la recherche pour le développement (2<sup>e</sup> édition)*. Paris, 22 p. [[www.ird.fr/media/ird.fr/ccde/textes-de-reference/guide-des-bonnes-pratiques-de-la-recherche-pour-le-developpement](http://www.ird.fr/media/ird.fr/ccde/textes-de-reference/guide-des-bonnes-pratiques-de-la-recherche-pour-le-developpement) ; 24/05/2012]
- IRD, Comité consultatif de déontologie et d'éthique (CCDE), 2012b – *Éthique du partenariat dans la recherche scientifique à l'IRD*. Marseille, 11 p. [[www.ird.fr/content/download/46084/353880/version/3/file/Partenariat+def+avril+2012.pdf](http://www.ird.fr/content/download/46084/353880/version/3/file/Partenariat+def+avril+2012.pdf) ; 24/05/2012]
- IRD, Consultative committee on professional conduct and ethics (CCDE), 2005 – *Guide on good practice in research for development*. Paris, 16 p. [[www.ird.fr/fr/ccde/pdf/guide%20of%20good%20practice.pdf](http://www.ird.fr/fr/ccde/pdf/guide%20of%20good%20practice.pdf) ; 09/03/2012]
- IRD, Mission générale de la géostratégie et du partenariat (M2GP), 2012 – *Charte du partenariat de la recherche pour le développement*. Marseille, 1 p. [[www.ird.fr/content/download/47832/368526/version/2/file/charte\\_partenariat\\_FR\\_pourWord.pdf](http://www.ird.fr/content/download/47832/368526/version/2/file/charte_partenariat_FR_pourWord.pdf) ; 24/05/2012]
- JAFFRÉ Y., OLIVIER DE SARDAN J.-P., 2003 – *Une médecine inhospitalière : les difficiles relations entre soignants et soignés dans cinq capitales d'Afrique de l'Ouest*. Paris, Karthala.
- JENNAR R. M., 2010 – *Trente ans depuis Pol Pot, le Cambodge de 1979 à 2009*. Paris, L'Harmattan.
- KALJONEN M., 2006 – *Co-construction of agency and environmental management. The case of agri-environmental policy implementation*

- at Finnish farms. *Journal of Rural Studies*, 22 : 205-216.
- KASPERSON R. E., 2006 – Rerouting the stakeholder express. *Global Environmental Change*, 16 : 320-322.
- KILANI M., 1992 – *La construction de la mémoire. Le lignage et la sainteté dans l'Oasis d'El Ksar*. Genève, Labor et Fides.
- LALOË F., BERGERARD P., SAMBA A., 1981 – Contribution à l'étude de la pêche de Kayar. Étude d'une partie des résultats du suréchantillonnage de 1978 concernant les pirogues motorisées pêchant à la ligne. Doc. Sci. Cent. Rech. Océano. Dakar Thiaroye, 79, 45 p.
- LALOË F., SAMBA A., 1990 – *La pêche artisanale au Sénégal : ressource et stratégies de pêche*. Paris, Orstom, coll. Études et thèses.
- LALOË F., SAMBA A., 1991 – A simulation model of artisanal fisheries of Senegal. *ICES Mar. Sci. Symp.*, 193 : 281-286.
- LAMBIN E. F., 2005 – Conditions for sustainability of human-environment systems: Information, motivation, and capacity. *Global Environmental Change*, 15 : 177-180.
- LAMBIN E. F., GEIST H. J. (eds), 2006 – *Land-Use and Land-Cover Change. Local Processes and Global Impacts*. Springer, Berlin.
- LATOUR B., 1989 – *La science en action : introduction à la sociologie des sciences*. Paris, La Découverte.
- LATOUR B., 1997 – *Nous n'avons jamais été modernes. Essai d'anthropologie symétrique*. Paris, La Découverte.
- LATOUR B., 1999 – *Politiques de la Nature. Comment faire entrer les sciences en démocratie*. La Découverte, Paris.
- LATOUR B., 2001 – *Le métier de chercheur. Regard d'un anthropologue*. Paris, Éditions Quae.
- LATOUR B., WOOLGAR S., 1979 – *La vie de laboratoire. La production des faits scientifiques*. (éd. 1988) La Découverte, Paris.
- LAVAL P., 1984 – « Comment se définit la politique française de coopération scientifique ? ». In Chatelin Y., Arvanitis R. : *Pratiques et politiques scientifiques*, actes du Forum des 6 et 7 février 1984, Paris, Orstom : 33-35.
- LAVIGNE DELVILLE P., 1997 – À quoi servent les sciences sociales dans les projets de développement rural ? Points de vue d'un 'agent double'. *Bulletin de l'Apad*, 14 : 79-107.
- LAVIGNE DELVILLE P., 2007 – « À la recherche du chaînon manquant. Construire des articulations entre recherche en sciences sociales et pratique du développement ». In Bierschenk T., Blundo G., Jaffré Y., Tidjani Alou M. : *Une anthropologie entre rigueur et engagement*, Paris, Apad/Karthala : 127-150.
- LAVIGNE DELVILLE P., 2012 – Affronter l'incertitude ? Les projets de développement à contre-courant de la « révolution du management de projet ». *Revue Tiers Monde*, 211 : 153-168.
- LE BRIS E., LE ROY E., MARIE A., OSMONT A., SINOU A., 1990 – L'urbanisation dans les pays en développement. Comment faire passer le point de vue d'un géographe dans les équipes multidisciplinaires ? *La Géographie*, Grands colloques de prospective : 137-138.
- LE MEUR P.-Y., 2007 – « Anthropologie et développement. Une relation à plaisanterie ? ». In : *Une anthropologie entre rigueur*

- et engagement, Leiden/Paris, Apad/Karthala : 151-174.
- LE PICHON A., SOW M., 2011 – *Le renversement du ciel. Parcours d'anthropologie Réciproque*. Paris, CNRS.
- LEARN GROUP (eds), 2000 – *Cow up a tree. Knowing and learning for change in agriculture. Case Studies from Industrialised Countries*. Paris, Éditions Quae.
- LEEUWIS C., 2000 – Reconceptualizing participation for sustainable rural development: Towards a negotiation approach. *Development and Change*, 31 : 931-959.
- LEFÈVRE P., 2003 – « Las percepciones diferenciales de un proyecto de investigación para el desarrollo en salud ». In Suremain (de) C.-É., Lefèvre P., Rubín de Celis E., Sejas E. (eds) : *Miradas cruzadas en el niño. Un enfoque interdisciplinario sobre la salud, el crecimiento y el desarrollo del niño en Bolivia y Perú*, La Paz, Éditions de l'Institut français d'études andines/ Institut de recherche pour le développement/Plural : 455-478.
- LEFÈVRE P., SUREMAIN (DE) C.-É., 2004, « Las percepciones diferenciales de un proyecto de investigación para el desarrollo en Salud ». In Gasché J. (ed.) : *Crítica de proyectos y proyectos críticos de desarrollo. Una reflexión latinoamericana con énfasis en la Amazonía*, Iquitos, Instituto de Investigaciones de la Amazonía Peruana : 43-59.
- LEPAPE M., 1998 – *L'énergie sociale à Abidjan*. Paris, Karthala.
- LE PICHON A., SOW M., 2011 – *Le renversement du ciel. Parcours d'anthropologie réciproque*. Paris, CNRS Éditions.
- LESERVOISIER O. (éd.), 2005 – *Terrains ethnographiques et hiérarchies sociales. Retour réflexif sur la situation d'enquête*. Paris, Karthala.
- LESERVOISIER O., VIDAL L., (éd.), 2007 – *L'anthropologie face à ses objets. Nouveaux contextes ethnographiques*. Paris, Éditions des Archives contemporaines.
- LEVALLOIS M., 1994 – Une idée géniale qui a réussi et qui est toujours d'actualité : l'Orstom. *Mondes et cultures*, t. 54 2-3-4 : 227-236.
- LORTIC B., COURET D., 2011 – *Manuel de cartographie rapide. De l'échelle de la région à celle du mobilier urbain*. IRD, Marseille.
- MAINET G., 1994 – Recherches de géographie urbaine en Afrique Occidentale. *Espace Tropicale*, 12 : 110-117.
- MANOU-SAVINA A., ANTOINE P., DUBRESSON A., YAPI DIAHOU A., 1985 – Les en-haut des en-bas et les en-bas des en-haut : classes moyennes et urbanisation à Abidjan (Côte d'Ivoire). *Revue Tiers Monde*, 26 (101) : 55-68.
- MASSÉ R., 2009 – Anthropologie des moralités et de l'éthique : essai de définitions. *Anthropologie et Société*, 33 (3) : 21-41,
- MATHIEU M., 2002 – *Donnant-donnant. Les stratégies d'acteurs villageois face aux conditionnalités des projets de développement au Mali*. Thèse doct. en ethnologie et anthropologie sociale, Marseille, EHESS. <http://tel.archives-ouvertes.fr/tel-00421389/fr/>.
- MATHIEU M., 2012 – « L'auxiliaire ». Une approche empirique du rôle de l'anthropologue dans des projets de coopération au développement. *Bulletin de l'Apad*, (34-6) : 147-174.

- MAX-NEEF M. A., 2005 – Foundations of transdisciplinarity. *Ecological Economics*, 53 : 5-16.
- MELLITI I. 2006 – Une anthropologie « indigène » est-elle possible ? Réflexions sur le statut de l'anthropologie en Tunisie. *Arabica*, 53 (2) : 163-176.
- MELLITI I., MAHFOUDH-DRAOUI D., 2009 – Les sciences sociales en Tunisie. Histoire et enjeux actuels. *Sociologies pratiques*, 19 : 125-140.
- MERMET L., BILLÉ R., LEROY M., NARCY J. B., POUX X., 2005 – L'analyse stratégique de la gestion environnementale : un cadre théorique pour penser l'efficacité en matière d'environnement. *Natures Sciences Sociétés*, 13 : 127-137.
- MICHEL A., LORTIC B., BARBARY O., DUREAU F., SOURIS M., 1988 – « Segmentation et classification sur une image satellite SPOT en milieu urbain : application à la ville de Quito (Équateur) ». In Peroche B. (éd.) : *Actes du 1<sup>er</sup> colloque scientifique international PIXIM 88*, Paris, Hermès : 361-377.
- MONTAGNE R., 1931 – *La vie sociale et la vie politique des berbères*. Paris, Éditions du comité de l'Afrique française.
- MORIN E., LE MOIGNE J.-L., 1999 – *L'Intelligence de la Complexité*. Paris, L'Harmattan.
- MURDOCH J., 1998 – The spaces of actor-network theory. *Geoforum*, 29 : 357-374.
- MYSLIWIEC E., 1988 – *Punishing the poor. The internal isolation of Kampuchea*. London, Oxfam, UK.
- NAY O., 2009 – Administrative Reform in International Organizations : The case of the Joint Programme on HIV/AIDS. Questions de recherche/ Research in Question. *CERI Sciences Po*, Paris, 30, octobre 2009 : 1-37.
- NAY O., 2010 – Policy Transfer and Bureaucratic influence in the United Nations: The case of AIDS. *Questions de recherche/Research in Question. CERI Sciences Po*, Paris, 33, septembre 2010 : 1-28.
- NICOLESCU B., 2000 – Transdisciplinarity and complexity. *Bulletin interactif du CIRET* (Centre international de Recherches et études transdisciplinaires), Paris.
- OLIVIER DE SARDAN J.-P., 2000 – Le « je » méthodologique : implication et explicitation dans l'enquête de terrain. *Revue française de sociologie*, 41 (3) : 417-445.
- OLIVIER DE SARDAN J.-P., 2004 – Le chaînon manquant. *Le courrier de la planète*, 74 : 36-40.
- OLIVIER DE SARDAN, J.-P., 2011 – Promouvoir la recherche face à la consultance. Autour de l'expérience du Lasdel (Niger-Bénin). *Cahiers d'études africaines*, 51, 2-3 : 511-528.
- OLIVIER DE SARDAN J.-P., 2012 – « Promoting research in a context where consulting dominates: the experience of the Lasdel research laboratory in Niger and Benin ». In Lame (de) D., Mazzochetti J. (eds) : *Interfaces empiriques de la mondialisation*, Tervuren, Royal Museum for Central Africa : 43-59.
- OLSSON P., GUNDERSON L. H., CARPENTER S. R., RYAN P., LEBEL L., FOLKE C., HOLLING C. S., 2006 – Shooting the rapids: Navigating transitions to adaptive governance of socio-ecological systems. *Ecology and Society*, 11 (1) : 18. [<http://www.ecologyandsociety.org/vol11/iss1/art18/>]
- ORTNER S. B., 2006 – *Anthropology and Social Theory: culture, power,*

- and the acting subject. Durham and London, Duke University press, 188 p.
- OUATTARA F., 1999 – *Savoir-vivre et honte chez les Senufo Nanerge (Burkina Faso)*. Thèse doct. en sciences sociales, Marseille, EHESS.
- OUATTARA F., 2002 – Gouvernances quotidiennes au cœur des structures de santé. Les cas d'Orodara et de Banfora, Burkina Faso. *Bulletin de l'Apad* : 23-24.
- OUATTARA F., 2004 – Une étrange familiarité. *Cahiers d'études africaines*, 44 (175) : 635–657.
- OUATTARA F., RIDDE V., 2013 – Expériences connues, vécues... mais rarement écrites. À propos des relations de partenariat Nord-Sud. *Nouvelles pratiques sociales*, 25 (2) : 231-246.
- OUÉDRAOGO R., 2006 – *Les évacuations sanitaires des femmes enceintes à la maternité du CSPS du secteur 28 de Ouagadougou (district sanitaire du secteur 30, Ouagadougou, Burkina Faso)*. Mémoire de maîtrise en sociologie, Ouagadougou, université de Ouagadougou.
- OVESEN J., TRANKELL I.-B., 2010 – *Cambodians and Their Doctors A Medical Anthropology of Colonial and Post-Colonial Cambodia*. London, NIAS Press.
- PALIER B., SUREL Y., 2005 – « Les trois I » et l'analyse de l'État en action. *Revue française de science politique*, 55, (1) : 7-32.
- PECH N., SAMBA A., DRAPEAU L., SABATIER R., LALOE F., 2001 – Fitting a model of flexible multifleet-multispecies fisheries to the Senegalese artisanal fishery data. *Aquatic living resources*, 14 : 81-98.
- PELTRE P., 1990 – La géographie à l'Orstom. *La Géographie*, 12-13 décembre, Grands colloques de prospective, Éditions MRT : 209-213.
- PERROIS L., 1994 – Sciences et société : 50 ans (et plus) de dialogue à l'Orstom. *Mondes et Cultures*, 44 (2-3-4) : 237-255.
- PERROT M.-D., RIST G., SABELLI F., 1992 – *La mythologie programmée ; l'économie des croyances dans la société moderne*. Paris, PUF.
- PIRON M., 1991 – « Méthode pour le croisement de variables qualitatives dans les enquêtes à plusieurs niveaux ». In Mullon C. (éd.) : *Le transfert d'échelle*, Paris, Orstom, coll. Colloques et séminaires, : 213-233.
- POUPON H., 1993 – Le partenariat avec le Sud. Politique et moyens. Paris, Orstom, *Les dossiers de l'Orstom*, 2, 58 p.
- REIKAT A., 2012 – Jeux de rôles ou l'« intermédiaire professionnel » a-t-il une place dans le système de l'aide au développement. *Bulletin de l'Apad* : 175-191.
- RENAUD F., 2010 – *Les diplomates. Derrière la façade des ambassades de France*. Paris, Éditions Nouveau Monde.
- RENAUD P., 2006 – Le projet RIO : innovation en coopération. TIC et développement. *La revue électronique*, 2, 14 p. [[www.tic.ird.fr/spip0d02.html?article177](http://www.tic.ird.fr/spip0d02.html?article177) ; 07/08/2012]
- RIAUX J., à paraître – Engager la construction d'un regard socio-hydrologique : les archives catalyseurs de l'interdisciplinarité. *Nature, sciences et sociétés*.
- RICHARD F., OUÉDRAOGO C., ZONGO V., OUATTARA F., ZONGO S., GRUÉNAIS M.-É., DE BROUWERE V., 2009 – The Difficulty of Questioning Clinical Practice: Experience of Facility-based Case Reviews in

- Ouagadougou, Burkina Faso. *BJOG: An international journal of obstetrics & gynaecology*, 116 (1) (January) : 38-44.
- RIDDE V., CAPELLE F., 2011 – La recherche en santé mondiale et les défis des partenariats Nord-Sud. *Revue canadienne de santé publique*, 102 (2) : 152–156.
- RIOU G., 1984 – « La connaissance des régions intertropicales peut-elle être indépendante, ou est-elle dominée ? ». In Chatelin Y., Arvanitis R. : *Forum pratiques et politiques scientifiques* : 171-181.
- RIST G., 1996 – *Le développement. Histoire d'une croyance occidentale*. Paris, Presses de Sciences Po.
- RIST G. (éd.), 2002 – *Les mots du pouvoir ; sens et non-sens de la rhétorique internationale*. Paris et Genève, PUF/IUED, coll. Nouveaux Cahiers de l'IUED 13
- RIST G., SABELLI F., 1986 – *Il était une fois le développement*. Lausanne, Editions d'en bas.
- RUBÍN DE CELIS E., LEFÈVRE P., SUREMAIN (DE) C.-É., KOLSTEREN P., 2000 – « Transdisciplinarity in practice. Lessons from an international action-research and development project ». In SFIO Technology (ed.) : *Proceedings of the International Transdisciplinarity 2000 Conference (Transdisciplinarity: Joint Problem-Solving among Science, Technology and Society)*, Workbook II Mutual Learning Sessions, Zurich, Swiss Federal Institute of Technology : 124-128.
- RUPELLAN A., 1984 – « Les discours officiels et l'épreuve de la réalité ». In Chatelin Y., Arvanitis R. (éd.) : *Pratiques et politiques scientifiques*, Orstom : 33-35.
- RUPELLAN A., 1988 – Une priorité pour les pays du Tiers-Monde. La recherche scientifique, facteur de développement. *Le Monde Diplomatique* août 1988, Paris, p. 24.
- SAHLINS M., 2000 – *Culture in practice: selected essays*. New-York, Zone books.
- SAILLANT F., 1999 – « Les soins, phénomène social total : plaidoyer pour une pratique ancrée de l'interdisciplinarité ». In Goulet O., Dallaire C. (éd.) : *Soins infirmiers et sociétés*, Boucherville, Gaëtan Morin Éditeur : 135-158.
- SAMBA A., LALOË F., 1991 – « Upwelling sénégal-mauritanien et pêche du tassergal (*Pomatomus saltator*) sur la côte Nord du Sénégal ». In Cury P., Roy C. (éd.) : *Pêcheries ouest-africaines, variabilité, instabilité et changement*, Paris, Orstom : 307-310.
- SAME EKOBO M., 2011 – *Le palu à l'heure du sida*. Document de travail, Projet Corus 6091, multigr., 30 p.
- SCHEPER-HUGHES N., WACQUANT L., 2002 – *Commodifying Bodies*. SAGE.
- SCHLEMMER B., 1998 – « La responsabilité du chercheur dans la pratique de l'anthropologie française ». In Schlemmer B. : *Terrains et engagements de Claude Meillassoux*, Paris, Karthala : 228-250.
- SIMEU KAMDEM M., TCHAWA P., JANIN P. (éd.), 2012 – *Pour une géographie du développement : autour de la recherche de Georges Courade*. Paris, Karthala, Hommes et sociétés.
- SMITH A., 2013 – « L'analyse des politiques publiques ». In Balzacq T., Ramel F. (éd.) : *Traité des relations internationales*, Paris, Presses de Sciences Po.
- SOURIS M., 2002 – *La construction d'un système d'information géographique, principes et algorithmes du système Savane*.



Thèse doct., univ. de la Rochelle, 505 p.

STILWELL J., SAMBA A., FAILLER P., LALOË F., 2010 – Sustainable development consequences of European Union participation. *Senegal's marine fishery, Marine policy*, 34 : 616–62.

STOCKING G. W. (ed.), 1983 – *Observers Observed. Essays on Ethnographic Fieldwork*. Madison, The University of Wisconsin Press.

SUREMAIN (DE) C.-É., LEFÈVRE P., RUBÍN DE CELIS E., SEJAS E. (eds), 2003 – *Miradas cruzadas en el niño. Un enfoque interdisciplinario sobre la salud, el crecimiento y el desarrollo del niño en Bolivia y Perú*. La Paz, Plural/Institut de recherche pour le développement/Éditions de l'Institut français d'études andines.

TAVERNE B., DESCLAUX A., SOW P. S., DELAPORTE E., NDOYE I., 2012 – *Évaluation de l'impact bioclinique et social, individuel et collectif, du traitement ARV chez des patients VIH-1 pris en charge depuis 10 ans dans le cadre de l'ISAARV – Cohorte ANRS 1215*. Rapport final, mai, Dakar, CNLS/CRCF/IRD/ANRS.

TCHALA ABINA F., 1992 – Requiem pour l'ISH ou la fin de l'approche pluridisciplinaire inter-institutionnelle au Cameroun. *Bulletin de l'Apad*, 3, <http://apad.revues.org/385>.

TESSIER O., 2008 – « La recherche socio-anthropologique "sous contrat" : pratiques et limites de l'expertise au regard d'expériences de terrain ». In Lagrée S. (éd.) : *Les journées de Tam Dao. Nouvelles approches méthodologiques appliquées au développement*, 13-20 juillet 2007, Hanoi : Thê Gioi : 103-123 [[www.tamdaoconf.com/tamdao/wp-content/uploads/2007/07/Tam-Dao-2007-FR-SP6-Tessier.pdf](http://www.tamdaoconf.com/tamdao/wp-content/uploads/2007/07/Tam-Dao-2007-FR-SP6-Tessier.pdf) ; 07/08/2012].

TESSIER O., 2008 – Recherche socio-anthropologique « sous contrat » : pratiques et limites de l'expertise au regard d'expériences de terrain. In Lagrée S. (éd.) : *Les journées de Tam Dao. Nouvelles approches méthodologiques appliquées au développement*, 13-20 juillet 2007, Hanoi : Thê Gioi : 103-124 [[www.tamdaoconf.com/tamdao/wp-content/uploads/2010/03/Tam-Dao-2007-VN-SP6-Tessier.pdf](http://www.tamdaoconf.com/tamdao/wp-content/uploads/2010/03/Tam-Dao-2007-VN-SP6-Tessier.pdf) ; 07/08/2012].

TEULIER R., HUBERT B., 2004 – Des concepts intermédiaires pour la conception collective. Les situations d'action collective avec acteurs hétérogènes. *École d'été CNRS « Cognition et TIC »*, Carry le Rouet.

THIAO D., LALOË F., 2012 – A system of indicators for sustainability: an example from the Senegalese fisheries. *Marine Resource Economics*, 27 (3) : 267-282.

THIAO D., CHABOUD C., SAMBA A., LALOË F., CURY P., 2012 – Economic dimension of the collapse of the false cod *Epinephelus aeneus* in a context of ineffective management of the small-scale fisheries in Senegal. *African Journal of Marine Science*, 34 (3) : 305-311.

VAN DE KERKHOFF M., WIECZOREK A., 2005 – Learning and stakeholder participation in transition processes towards sustainability: Methodological considerations. *Technological forecasting & social change*, 72 : 733-747.

VIDAL L., 2010 – *Faire de l'anthropologie. Santé, science et développement*. Paris, La Découverte.

VIDAL L., KUABAN C. (éd.), 2011 – *Sida et tuberculose : la double peine ? Institutions, professionnels et sociétés face à la co-infection*

au Cameroun et au Sénégal. Louvain-la-Neuve, Academia Bruylant.

Viện Kinh Tế Thành phố Hồ Chí Minh, 2008 – Kỹ yếu. Viện Kinh Tế TP. Hồ Chí Minh, 1988-2008, TP.HCM, xviii-357 tr. [*Institut de recherche économique de Hồ Chí Minh-Ville, 2008, Actes. L'institut de recherche économique de Hồ Chí Minh Ville (1988-2008). HCMV, xviii-357 p.*]

WINTER G., 1990 – *Le projet de l'Orstom : première proposition*. Bondy, Journées d'études Orstom.

WINTER G., 1991 – *Orstom, le projet d'établissement*. Paris, Orstom.

WINTER G., 2010 – *À la recherche du développement. Un fonctionnaire au service d'une passion*. Paris, Karthala.

WORLD BANK AND ASIAN DEVELOPMENT BANK, 2004 – *Disease control and health development project*. Kingdom of Cambodia, report 26648-KH.

ZONGO S., 2005 – *Approche anthropologique des accouchements à domicile dans le district sanitaire du secteur 30 de Ouagadougou : les cas du CMA du secteur 30 de Ouagadougou et du CSPS de Koubri*. Mémoire de maîtrise en sociologie, Ouagadougou, université de Ouagadougou.

ZORICH D., WAIBEL G., ERWAY R., 2008 – *Beyond the silos of the LAMs: Collaboration among libraries, archives and museums*. Report produced by OCLC Research. Published online at: [www.oclc.org/programs/reports/2008-05.pdf](http://www.oclc.org/programs/reports/2008-05.pdf)

[[http://icom.museum/fileadmin/user\\_upload/pdf/Key\\_Concepts\\_of\\_Museology/Museologie\\_Francais\\_BD.pdf](http://icom.museum/fileadmin/user_upload/pdf/Key_Concepts_of_Museology/Museologie_Francais_BD.pdf)]



Colloques et séminaires

# Expériences du partenariat au Sud

Le regard des sciences sociales

Éditeur scientifique  
**Laurent Vidal**

**IRD**  
Éditions

# Expériences du partenariat au Sud

## Le regard des sciences sociales

---

Éditeur scientifique  
Laurent Vidal

**IRD Éditions**  
INSTITUT DE RECHERCHE POUR LE DÉVELOPPEMENT

Collection Colloques et séminaires

Marseille, 2014

**Préparation éditoriale**

Sylvie Hart

**Mise en page**

Desk (53)

**Correction**

Yolande Cavallazzi

**Fabrication**

Catherine Plasse

**Maquette de couverture**

Michelle Saint-Léger

**Maquette intérieure**

Catherine Plasse

*Photo de couverture*

Aline Vidal : « *Rencontre*, 1956. Sculpture d'Albert Dupin, plâtre 100 cm x 96 cm x 26 cm. »

La loi du 1<sup>er</sup> juillet 1992 (code de la propriété intellectuelle, première partie) n'autorisant, aux termes des alinéas 2 et 3 de l'article L. 122-5, d'une part, que les « copies ou reproductions strictement réservées à l'usage du copiste et non destinées à une utilisation collective » et, d'autre part, que les analyses et les courtes citations dans le but d'exemple ou d'illustration, « toute représentation ou reproduction intégrale ou partielle faite sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants droit ou ayants cause est illicite » (alinéa 1<sup>er</sup> de l'article L. 122-4).

Cette représentation ou reproduction, par quelque procédé que ce soit, constituerait donc une contrefaçon passible des peines prévues au titre III de la loi précitée.

© IRD, 2014

ISSN : 0767-2896

ISBN : 978-2-7099-1835-0



Colloques et séminaires

# Expériences du partenariat au Sud

Le regard des sciences sociales

Éditeur scientifique  
**Laurent Vidal**

**IRD**  
Éditions

# Expériences du partenariat au Sud

## Le regard des sciences sociales

---

Éditeur scientifique  
Laurent Vidal

**IRD Éditions**  
INSTITUT DE RECHERCHE POUR LE DÉVELOPPEMENT

Collection Colloques et séminaires

Marseille, 2014

**Préparation éditoriale**

Sylvie Hart

**Mise en page**

Desk (53)

**Correction**

Yolande Cavallazzi

**Fabrication**

Catherine Plasse

**Maquette de couverture**

Michelle Saint-Léger

**Maquette intérieure**

Catherine Plasse

*Photo de couverture*

Aline Vidal : « *Rencontre*, 1956. Sculpture d'Albert Dupin, plâtre 100 cm x 96 cm x 26 cm. »

La loi du 1<sup>er</sup> juillet 1992 (code de la propriété intellectuelle, première partie) n'autorisant, aux termes des alinéas 2 et 3 de l'article L. 122-5, d'une part, que les « copies ou reproductions strictement réservées à l'usage du copiste et non destinées à une utilisation collective » et, d'autre part, que les analyses et les courtes citations dans le but d'exemple ou d'illustration, « toute représentation ou reproduction intégrale ou partielle faite sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants droit ou ayants cause est illicite » (alinéa 1<sup>er</sup> de l'article L. 122-4).

Cette représentation ou reproduction, par quelque procédé que ce soit, constituerait donc une contrefaçon passible des peines prévues au titre III de la loi précitée.

© IRD, 2014

ISSN : 0767-2896

ISBN : 978-2-7099-1835-0